



Déclaration liminaire de l'Unsa-Éducation au CDEN de la Marne - 10 avril 2026

Monsieur le Préfet, Madame l'Inspectrice d'Académie, Monsieur le président du conseil départemental, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN, cher.es collègues,

A la rentrée 2026, l'Éducation nationale se prépare à subir une nouvelle épreuve avec la carte scolaire, dans un contexte budgétaire tendu et des réformes contestées. Le projet de loi de finances 2026 affiche certes une légère augmentation globale des crédits dédiés à l'enseignement scolaire, mais cela masque une réalité bien moins favorable pour les écoles et les établissements : derrière l'affichage de créations d'emplois liés à la réforme du recrutement et de la formation des enseignants, ce sont près de 4 000 postes d'enseignants titulaires supprimés, sous prétexte de la baisse démographique des effectifs scolaires.

Pour la première fois, l'Éducation nationale n'est plus le premier budget de l'État et voit encore ses forces vives se réduire. Les suppressions programmées pèsent lourdement : augmentation d'effectifs par niveau, tensions accrues sur les remplacements, notamment dans les zones rurales ou déjà fragiles, et des choix pédagogiques limités, tout en devant répondre aux besoins d'un public éducatif en constante évolution. C'est une rentrée placée sous le signe de l'adaptation et de la vigilance pour les communautés éducatives. Les équipes se retrouvent face à des arbitrages contraints, avec des conséquences néfastes.

Pour ces raisons, **le SE-UNSA et sa fédération l'UNSA Education dénoncent l'ampleur des suppressions de postes prévues.** Cela ne relève pas d'un rejet de principe, mais s'appuie sur une analyse attentive des conditions de travail actuelles dans les écoles, telles qu'elles nous sont régulièrement remontées par les équipes.

Si nous souhaitons maintenir localement un maillage scolaire équilibré, anticiper les évolutions démographiques et construire des organisations adaptées aux territoires, nous demandons que **les réalités sociales soient davantage prises en compte.**

Notre fédération insiste : quand les besoins éducatifs sont élevés, une fermeture sèche est **un désengagement de l'État.**

Nous demandons que soient donnés à l'École les moyens d'accueillir, éduquer et accompagner les élèves selon la complexité des besoins de la société d'aujourd'hui et de demain. Nous voulons **construire l'avenir, sans compter les postes.** Les personnels et les élèves ont besoin de soutien et de sérénité pour tenir le coup au quotidien dans un monde où la perte de sens s'accélère...

Nous sommes pleinement conscients des marges de manœuvre qui sont les vôtres. Nous voulons comme vous garantir des conditions d'exercice des personnels et d'apprentissage des élèves des **plus justes et des plus dignes** quel que soit leur lieu de vie, leur école, leur établissement, car nous leur devons une éducation de qualité !

Merci pour votre écoute et votre attention.